



Territoires & Rationalités

Colloque organisé par le réseau *Politiques et dynamiques des territoires* comprenant le Centre de recherches et d'études en sciences sociales (CRESS - EA 1334) ; le Groupe de sociologie politique européenne, GSPE (équipe de l'UMR CNRS 7012 PRISME) ; l'Équipe de recherche en sciences sociales du sport (EA 1342) ; ainsi qu'une équipe de recherche commune à l'INSA et à l'École d'Architecture de Strasbourg « Architecture morphogénèse urbaine et projet ».

Dates du colloque : *15 et 16 novembre 2012*

Lieu : *Maison interuniversitaire des Sciences de l'Homme d'Alsace (Misha)
Université de Strasbourg*

Date limite d'envoi des propositions de communication : *1^{er} février 2012*

Argumentaire

Mondialisation, changements sociaux et territoires

La question des territoires est omniprésente dans nos sociétés où la mondialisation et l'urbanisation contemporaines bouleversent les cadres sociaux hérités de la modernité industrielle. La dimension spatiale des phénomènes sociétaux semble être un élément clé de réflexion sur le gouvernement des sociétés. Les territoires se doivent aujourd'hui d'être compétitifs et durables à des échelles allant du local, au national, à l'europpéen, voire au mondial. L'emboîtement des niveaux de décision et d'action des politiques publiques complexifie les logiques de régulation et de compétition visant à faire exister des espaces et à valoriser leurs attributs spécifiques (culturels, historiques, économiques...). Les questions territoriales constituent en ce sens des clefs de compréhension et d'appréhension des dynamiques économiques, sociales et politiques.

S'intéresser aux territoires passe par une mise en catégories et une mise en mots comme préalable au découpage du réel nécessaire à la construction des objets d'étude, à la définition des espaces d'action ou à l'établissement des unités d'analyse et de comparaison. Une des principales difficultés consiste à concevoir des territoires sur une logique de frontières et de discontinuités sans perdre de vue la fluidité de l'espace, la porosité des frontières physiques et symboliques, l'imbrication des échelles et la nature socialement et politiquement construite des frontières administratives, politiques, sociales, économiques, historiques et même « naturelles ».

Penser le changement et construire le futur des territoires : la rationalité comme outil de maîtrise des destins individuels et collectifs

Découlant d'une volonté d'organiser le réel, cette mise en catégories et en mots implique des choix dont l'objectif est de légitimer un passé autant que de se projeter dans l'avenir ; on pourrait dire : dont l'objectif est de positionner le présent et les acteurs du présent dans une continuité logique, tendue vers la construction de l'avenir. Ainsi, les débats en termes de construction, de

développement ou de gouvernance des territoires invoquent souvent la nécessité d'opérer des choix rationnels. Par exemple, le développement durable des territoires est devenu un enjeu majeur et il implique la prise en compte simultanée de plusieurs critères de rationalité. Force est alors de constater que les choix effectués expriment très souvent une forme hégémonique de rationalité, fondée sur l'économie, dont la forte légitimité en termes d'emplois et de financements entre en conflit avec la logique écologique de la protection de l'environnement. D'autres rationalités alternatives émergent : sociales, culturelles, identitaires, etc. Il est donc nécessaire d'approfondir le débat sur la régulation des conflits de rationalité, qui peut passer par des processus transactionnels d'hybridation, et sur la rationalité profonde des choix hybrides.

Le colloque « Territoires & Rationalités » se propose de mettre au cœur des réflexions et des débats scientifiques ces liens qui peuvent apparaître à première vue comme évidents, tant la pression politique et économique de rentabilité des territoires est forte. Mais de quelle(s) rationalité(s) est-il donc question ? Si d'emblée une forme de rationalité économique apparaît incontournable et structurante, elle n'est pas suffisante pour expliquer certains choix en matière de politique publique, d'urbanisme ou de développement du territoire. De nombreux acteurs pensent, formalisent, agissent ou utilisent les territoires selon des logiques tantôt similaires, tantôt complémentaires, tantôt opposées. Élus, gestionnaires administratifs, architectes, membres d'associations, usagers, chercheurs, tous arguent d'une certaine légitimité à penser ou à user des territoires et à en proposer une conception et/ou une gestion rationnelle(s). Même si l'efficacité économique s'impose quasi systématiquement, les enjeux différents et différentes logiques sociales de rationalité peuvent apparaître. L'utilisateur, par exemple, peut ainsi faire part de son mécontentement lorsqu'un nouveau plan local de déplacement est mis en place contrevenant non seulement à ses habitudes, mais également à sa propre rationalité de déplacement affinée par expérience au quotidien. De son côté, l'équipe municipale quant à elle, explicitera le caractère rationnel et efficace de ce plan en termes de fluidité du trafic, de sécurité et ce, au nom de l'intérêt général. Ces points de vue montrent, s'il en est besoin, le caractère singulier des principes d'action qualifiés de rationnels.

Raison et rationalité évolutives : quels paradigmes actuels pour approcher et façonner les territoires aujourd'hui ?

Les territoires peuvent ainsi être pensés à travers de multiples formes de rationalités dont ce colloque voudrait faire ressortir les logiques, les enjeux et les effets. Sur quelles rationalités sont construits les territoires ? Quelles rationalités interviennent dans les processus de territorialisation ? Comment interfèrent-elles, et comment se résolvent les conflits de rationalités ? Quelles recompositions s'opèrent dans le conflit, la négociation, la transaction et la régulation ? Des rationalités syncrétiques (ou hybrides) se forment-elles dans les conflits, permettant de donner un sens nouveau aux régulations ? Quels rapports et quelles différences / décalages y a-t-il entre

rationalités, valeurs, logiques et stratégies d'acteurs, construction des enjeux des territoires ? La rationalité n'est-elle pas soumise à des logiques et des théories évolutives propres à chaque époque, et ne doit-elle pas être forcément ouverte sur l'irrationnel ? En quoi les territoires se trouvent-ils soumis à ces rationalités que nous dévoile la complexité, rationalités souvent mal cernées et impensées ? Enfin, la mondialisation ne nous impose-t-elle pas d'autres formes de rationalités, venant percuter nos territoires et nos modes de pensée, ré-interrogeant notre propre rationalité occidentale ? Ces questions intéressent bien entendu l'ensemble des disciplines des sciences sociales, c'est pourquoi les contributions attendues pourront développer ou croiser différentes approches : démographie, ethnologie, géographie, histoire, science politique, sociologie... Sont particulièrement encouragées des propositions prenant appui sur des données empiriques et s'inscrivant dans l'un ou l'autre des axes thématiques retenus pour ce colloque.

Les communications, qui pourront étudier aussi bien des exemples français qu'étrangers, devront s'inscrire dans les axes ci-dessous :

1. Racines de la rationalité territoriale

- la genèse des rationalités
- comment fonctionnent les rationalités ?
- que construisent les rationalités ?

2. Jeux et enjeux des rationalités

- rationalités fondatrices de territoires
- rationalités territoriales en concurrence
- des rationalités syncrétiques ?

3. Conflits de rationalités

- la frontière, rupture ou interface des rationalités ?
- rationalités et identités
- articuler des rationalités différentes

4. Instrumentalisation des rationalités

- discours et rationalités
- stratégies et rationalités
- rationalités mutantes

Comité scientifique

Blanc Maurice (PR, Université de Strasbourg), Bourdeau Philippe (PR, Université Joseph Fourier, Grenoble), Di Méo Guy (PR, Université de Bordeaux 3), Dupré Karine (MCF, INSA, Strasbourg), Gasparini William (PR, Université de Strasbourg), Gazzola Antida (PR, Université de Gênes), Hamman Philippe (PR, Université de Strasbourg), Jaccoud Christophe (PR, Centre international d'étude du sport, Neuchâtel), Knobé Sandrine (IGR, Université de Strasbourg), Koebel Michel (MCF, Université de Strasbourg), Michon Bernard (PR, Université de Strasbourg), Pagand Bernard (MCF, INSA, Strasbourg), Piermay Jean-Luc (PR, Université de Strasbourg), Rowel Jay (CR, CNRS, Université de Strasbourg), Zander Patricia (MCF, Université de Strasbourg)

Modalités de participation

Les propositions de communication sont à adresser avant le 1^{er} février 2012

sous forme d'un résumé de deux pages minimum (format word ou pdf) précisant la problématique, la méthodologie, le plan de l'intervention et quelques références bibliographiques.

La première page comprendra le titre de la communication proposée, le(s) nom(s) du (des) auteur(s) et leurs coordonnées (appartenance institutionnelle, adresse postale, téléphone, e-mail).

Le comité scientifique communiquera les décisions aux auteurs avant le 1^{er} mai 2012. Les textes définitifs des communications devront parvenir au plus tard le 15 septembre 2012.

Les propositions sont à envoyer sous format électronique à : knobe@unistra.fr